

# **REGLEMENT DE CONSULTATION MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX PROCEDURE ADAPTEE CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

## **MAITRE DE L'OUVRAGE**

### **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT VENDEE HABITAT**

Représenté par Madame Françoise DOTEAU en sa qualité de Directeur Général  
28 rue Benjamin Franklin – Les Petites Bazinières – CS 60045  
85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX  
☎ 02.51.09.85.85 - Fax 01.57.67.34.10

La personne habilitée à signer les marchés est le Directeur Général de l'Office Public de l'Habitat de la Vendée, ou son représentant délégué.

L'original du présent document faisant seule foi est conservé par Vendée Habitat.

## **OBJET DE LA CONSULTATION**

**Accord cadre à bons de commande pour le raccordement  
au réseau de communications électroniques des  
logements Vendée Habitat pour les années – 2025 à 2028**

## **DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

**JEUDI 14 NOVEMBRE 2024 AVANT 11 HEURES**



### **ATTENTION**

Afin d'éviter tout encombrement de la plateforme le jour de la remise des propositions, il est recommandé d'anticiper votre dépôt des offres et de ne pas systématiquement la déposer le jour de la remise des offres.

Une copie de sauvegarde peut toujours être déposée (se reporter à l'article sur la dématérialisation).

## **PREAMBULE**

En tant qu'Organisme Public de l'Habitat et conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014, **VENDEE HABITAT** est soumis à l'obligation d'utiliser depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le portail **CHORUS PRO**, pour la réception de ses factures de travaux.

A cet effet, les factures de travaux des fournisseurs, à destination de VENDEE HABITAT doivent obligatoirement être transmises au format électronique via **le portail CHORUS PRO**.

Les factures adressées à **VENDEE HABITAT** par la voie dématérialisée, doivent impérativement comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, lequel identifie **VENDEE HABITAT** en tant que destinataire de la facture : **27850001200184**,
- Le **code de l'opération/chantier relative aux travaux et le numéro du lot** ; **ces informations seront mentionnées sur l'acte d'engagement juridique** ; elles doivent être portées sur les factures de travaux ; **à titre d'exemple** :

**Informations à saisir obligatoirement par l'entreprise pour toute présentation de situation de travaux avec le système informatique CHORUS PRO**

**N° de SIRET : 278 50001200184**

**N° Bon de travaux :**

- **VENDEE HABITAT n'a pas retenu la mention d'un code service exécutant.**

## **CLAUSE OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Vendée Habitat est désormais soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Dorénavant, les contrats publics passés par Vendée Habitat revêtent la nature juridique de marchés publics.

L'article L.2111-1 du code de la commande publique édicte une obligation :

*« La nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont déterminées avec précision avant le lancement de la consultation en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale ».*

A ce titre, Vendée Habitat s'est pourvu d'une charte pour un chantier respectueux de l'environnement concernant ses opérations de construction et de réhabilitation.

Cette charte a pour objectif de se doter d'un chantier respectueux de l'environnement, à savoir :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains et/ou aux locataires de Vendée Habitat lors d'un chantier ;
- Limiter les diverses pollutions que peut produire un chantier ;
- Limiter la quantité de déchets de chantier.

Vendée Habitat a souhaité donner un cadre contractuel au présent document.

Cette charte fait donc partie des pièces contractuelles du marché de travaux ainsi que du marché de maîtrise d'œuvre.

L'entreprise titulaire d'un lot devra donc respecter les objectifs contractuels de cette charte, à défaut une pénalité pourra lui être appliquée.

A cette fin, une clause a été intégrée dans le CCAP du marché de travaux.

## **ARTICLE I - OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne la conclusion d'un accord cadre à bons de commande pour le raccordement au réseau de communications électroniques des logements Vendée Habitat pour les années 2025 à 2028.

## **ARTICLE II - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2.1. Nature, forme du marché et procédure de passation**

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le Directeur Général de VENDEE HABITAT OPH de Vendée ou son représentant délégué.

La présente opération est un **marché public de travaux**.

Accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1° et L.2125-1-1° de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et des articles R.2123-1 1°, R.2162-13, R.2162-14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commandes conclu avec un seul opérateur économique et sans remise en concurrence lors de la création des bons de commande.

A chaque besoin précis, l'OPH Vendée Habitat émettra un bon de travaux et le notifiera au titulaire.

### **2.2 : Détail des prestations**

Le détail des prestations est indiqué dans le CCTP.

### **2.3. Décomposition en lots et/ou en tranches**

Le présent accord-cadre ne comprend aucun lot du fait du caractère homogène et indissociable des prestations d'ingénierie, d'études (chiffrage), de réalisation des travaux et de mise en service après raccordement. Recourir à plusieurs prestataires pour l'exécution du présent accord-cadre rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations.

Le présent accord-cadre ne comprend aucune tranche optionnelle.

### **2.4 : Importance de l'accord-cadre**

Le marché sera conclu en Euros.

Accord-cadre à bons de commandes conclu avec un seul opérateur économique et sans remise en concurrence lors de la création des bons de commande.

Le montant minimum et maximum hors taxes annuel sera de :

MONTANT MINIMUM €UROS H.T. ANNUEL	MONTANT MAXIMUM €UROS H.T. ANNUEL
40 000 € HT	150 000 € HT

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

## **2.5. Durée de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre sera conclu pour une durée comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le 31 décembre 2025.

**Sur décision prise par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre pourra être reconduit de manière expresse pour trois périodes complémentaires d'UNE année chacune, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026, du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2027 et du 1<sup>er</sup> janvier 2028 au 31 décembre 2028 et ce, conformément aux dispositions prévues au CCAP.**

**NOTA :** Le titulaire restera engagé jusqu'à la fin de la durée de l'accord-cadre. Par conséquent, des bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Début prévisionnel d'exécution : **1<sup>er</sup> janvier 2025.**

## **2.6. Mode de Dévolution**

L'accord-cadre sera conclu avec un seul opérateur économique ou un groupement d'opérateurs économiques ; la forme du groupement (groupement conjoint ou solidaire) n'étant pas imposée par le pouvoir adjudicateur.

Quel que soit le type de groupement choisi, un mandataire devra être désigné dans l'acte d'engagement.

Les candidats ne peuvent pas présenter pour le présent accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois, en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaires des autres membres du groupement.

**IMPORTANT : UN MÊME OPERATEUR ECONOMIQUE NE PEUT PAS ÊTRE MANDATAIRE DE PLUS D'UN GROUPEMENT POUR UN MÊME MARCHÉ (ARTICLE R.2142-23 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).**

## **2.7. Lieu d'exécution des prestations**

Les prestations seront exécutées sur tout le Département de la Vendée (hors Ile d'Yeu).

## **2.8. Prestations supplémentaires ou alternatives (Options) et Variantes**

Les candidats doivent présenter une proposition conforme au dossier de consultation.

### **2.8.1. Prestations supplémentaires éventuelles ou alternatives (options ou variantes imposées)**

SANS OBJET.

### **2.8.2. Variantes**

**Les variantes libres sont interdites.**

Les propositions non conformes au dossier de consultation peuvent être rejetées.

## **2.9. Modalités essentielles de financement**

L'opération visée à l'article 1<sup>er</sup> ci-avant est financée par **fonds propres**.

## **2.10. Conditions financières**

### **2.10.1 : Mode de règlement**

#### **a) Prix de l'accord-cadre**

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'acte d'engagement, **les prestations seront rémunérées sur la base des prix unitaires** figurant dans le bordereau de prix unitaires.

#### **b) Prix de règlement :**

Les marchés sont traités à prix révisables

#### **c) Règlement :**

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la mise à disposition de la facture sur CHORUS PRO.

### **2.10.2. Cautions et garanties demandées :**

#### **a) Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **b) Avance**

Sans objet.

## **2.11. Etablissement de l'offre :**

Les offres devront être établies en Euros.

**Les candidats devront renseigner, un acte d'engagement et son annexe Valeur technique, un détail quantitatif estimatif (DQE) et un bordereau de prix unitaires (B.P.U).**

### 1/ L'acte d'engagement et ses annexes

Les candidats devront renseigner l'acte d'engagement et ses annexes, en particulier la valeur technique.

### 2 / Le détail quantitatif estimatif (DQE)

Les candidats devront renseigner chaque ligne du DQE sous peine de voir leurs offres rejetées, jugées comme incomplètes.

**NOTA BENE : En outre, les quantités mentionnées dans ce devis ne sont données qu'à titre indicatif et n'ont aucune valeur contractuelle. Ce document n'a qu'un seul but, départager les entreprises sur le critère prix à partir d'un scénario de commande.**

### 3/ Le Bordereau de prix unitaires

Les candidats devront IMPERATIVEMENT renseigner chaque ligne de ce bordereau de prix unitaires contractuel sous peine de voir leurs offres rejetées, jugées comme incomplètes.

**IMPORTANT : Les candidats doivent IMPERATIVEMENT respecter l'ordre, la présentation indiqués dans les lignes de chaque BPU, ainsi que les quantités mentionnées dans le devis estimatif.**

### 2.12. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à CENT QUATRE VINGT JOURS (180) à compter de la date limite de remise des offres.

### 2.13. Compléments à apporter au C.C.A.P et au C.C.T.P

Les candidats n'ont pas lieu d'apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières et au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Néanmoins l'entreprise aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un sachant ou Homme de l'Art. Dans l'affirmative, il devra obligatoirement annexer à son acte d'engagement un état faisant apparaître les erreurs, omissions ou contradictions relevées et joindre le devis correspondant à la plus-value nécessaire. Le montant de l'offre devra correspondre aux documents de la consultation (C.C.T.P, C.C.A.P).

### 2.14. Modification de détail au dossier de consultation

L'OPH Vendée Habitat se réserve le droit d'apporter **au plus tard 10 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, ce délai étant décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées par l'OPH aux entreprises candidates.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.15. Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs**

Application de la réglementation en vigueur.

## **2.16 : Disposition concernant la DICT :**

Le titulaire aura l'obligation de réaliser une D.I.C.T (déclaration d'intention de commencement de travaux) pour chaque opération et devra établir, déposer et obtenir un récépissé de la déclaration.

Cette obligation de réglementation liée à la DICT est applicable au titulaire, à chaque membre du groupement et à chaque sous-traitant.

Les prix unitaires du présent marché incluent l'ensemble des prestations liées à la réalisation de la DICT conformément à la réglementation (Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 et Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

Le formulaire et sa notice explicative de déclaration de DT-DICT sont à télécharger :

- Soit sur le site de Vendée Habitat : [www.vendeehabitat.fr](http://www.vendeehabitat.fr) – Espace « Entreprises »
- Soit sur le site « DT-DICT - Service-public.fr »

## **REPERAGE ET MARQUAGE AU SOL DES RESEAUX EXISTANTS**

Le marquage et le piquetage sont à réaliser et à maintenir pendant toute la durée de l'opération et ce, conformément au(x) plan(s) des exploitants.

L'entreprise devra effectuer avant son intervention le repérage et le marquage au sol des différents réseaux existants (eau, gaz, électricité, éclairage public, téléphonie, fibre, etc..).

L'entreprise devra faire ses demandes de DICT. Les plans transmis par les concessionnaires devront être pris en compte pour les différents repérages de réseaux.

Le marquage devra être étendu à 1.00ml de part et d'autre du tracé théorique de la canalisation.

Il appartient à l'entreprise de maintenir celui-ci en parfait état de visibilité pendant toute la durée du chantier.

**A cette fin, cette prestation devra être chiffrée dans le bordereau des prix unitaires pour la réalisation des travaux.**

## **ARTICLE III – CONTENU ET MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES DOSSIERS D'APPEL A LA CONCURRENCE**

### **3.1. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- ❖ Le présent Règlement de consultation
- ❖ Le cadre d'acte d'engagement et ses annexes notamment la valeur technique
- ❖ Le bordereau des prix unitaires
- ❖ Détail quantitatif estimatif (DQE)
- ❖ Le CCAP
- ❖ Le CCTP
- ❖ La charte pour un chantier respectueux de l'environnement

### **3.2. Mise à disposition du dossier de consultation**

#### **OBLIGATION DE DEMATERIALISATION DES PROCEDURES DE MARCHES PUBLICS DU 1er OCTOBRE 2018.**

Ainsi le dossier de consultation sera remis gratuitement aux candidats, **uniquement par voie électronique en téléchargement** sur la plateforme de dématérialisation de Vendée Habitat :

[www.vendeehabitat.fr](http://www.vendeehabitat.fr)

Espace « Entreprises »

De même, les candidats devront transmettre leur candidature et leur offre par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation de Vendée Habitat :

[www.vendeehabitat.fr](http://www.vendeehabitat.fr)

Espace « Entreprises »

Les modalités pratiques d'inscription et d'accès à la plateforme de dématérialisation de Vendée Habitat figurent en annexe du présent règlement.

#### **ARTICLE IV – LANGUE A UTILISER DANS L'OFFRE**

L'offre et toutes pièces s'y rapportant (rapports, documentations, certificats, correspondances etc...) doivent être rédigées en langue française et ce, conformément à la Loi n° 94-665 du 4 Août 1994 relative à l'emploi de la langue Française et la circulaire d'application du 19 Mars 1996.

Si les pièces sont rédigées en langue étrangère, elles devront être accompagnées d'une traduction en langue Française.

#### **ARTICLE V- PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Tout candidat devra produire un dossier comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre.

##### **FORMALISME DU PLI**

Le pli devra **IMPERATIVEMENT** contenir :

- pièces de la candidature (pièces administratives) V.A
- pièces de l'offre (acte d'engagement, devis estimatif, BPU, CCAP, CCTP, Charte) V.B

Ces documents sont les suivants :

#### **V.A. PIECES ADMINISTRATIVES**

- 1) Lettre de candidature établie selon imprimé « DC1 » ou renseignements équivalents ;
- 2) Déclaration du candidat établie selon l'imprimé référencé « DC2 » ou renseignements équivalents ;
- 3) Liste de références de prestations d'études (chiffrage) et de travaux de câblages cuivre et fibre optique exécutés au cours des cinq dernières années avec indication notamment du lieu et de la date d'exécution, du montant et du nom du Maître d'Ouvrage. Pour les travaux les plus importants, cette liste peut être accompagnée des certificats de bonne exécution portant les indications précitées et éventuellement des certificats de qualification professionnelle ou tout autre moyen prouvant sa capacité.
- 4) Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- 5) Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- 6) Attestation sur l'honneur au regard des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ;
- 7) Le cas échéant la copie du jugement en cas de liquidation judiciaire ou de redressement judiciaire.



La DC1, DC2, le modèle d'attestation sur l'honneur, la déclaration de sous-traitance sont disponibles en téléchargement sur le site internet de Vendée Habitat : [www.vendeehabitat.fr](http://www.vendeehabitat.fr) Espace « Entreprises ».

En cas de présentation d'un sous-traitant par le titulaire, le sous-traitant devra présenter un dossier de candidature selon les pièces susmentionnées.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les pièces précitées devront impérativement être produites par le mandataire et par ses cotraitants ou par le sous-traitant.

## **V.B. OFFRE**

### Documents à fournir obligatoirement

Les offres seront établies en Euros.

- A – Acte(s) d'engagement et ses annexes notamment la valeur technique
- B – Détail quantitatif estimatif (DQE)
- C – Bordereau des prix unitaires
- D – CCAP
- E – CCTP
- F – Charte pour un chantier respectueux de l'environnement

## **ARTICLE VI- CONDITIONS DE REMISE ET D'ENVOI DES OFFRES**

### **6.1. Mode de transmission des offres**

Le dossier de réponse est transmis :

Par voie électronique uniquement, via le profil d'acheteur accessible à l'adresse suivante :

[www.vendeehabitat.fr](http://www.vendeehabitat.fr)  
Espace « Entreprises »

### **Date et heure limites de réception des dossiers de réponse**

La **date et heure limites** de réception des dossiers de réponse est fixée au

**JEUDI 14 NOVEMBRE 2024 AVANT 11h00**

Le fuseau horaire auquel est rattaché le profil d'acheteur est le suivant : GMT + 1 heure, Central Europe Time, Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris, Rome. Tout retard entraîne le rejet du dossier de réponse, sauf si une copie de sauvegarde est parvenue dans le délai indiqué.

Nota Bene : Il n'est pas autorisé de transmission de candidature et d'offre par mail et/ou par fax.

Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son dossier de réponse.

Une consultation de test est disponible sur le profil acheteur afin qu'il s'assure du bon fonctionnement de l'environnement informatique :

Paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

## **Transmission par voie dématérialisée**

### **- Dossier de réponse électronique**

Chaque pièce constitutive du dossier de réponse peut être signée électroniquement, au moyen d'un certificat électronique en cours de validité détenu par une personne ayant compétence à signer ces pièces.

Il sera demandé à l'attributaire du marché de signer électroniquement le marché.

Le certificat de signature doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement. Il doit être conforme au référentiel général de sécurité (RGS) adopté par arrêté du 13 juin 2014 et être de niveau de sécurité « 2 étoiles ». Toutefois, les certificats électroniques conformes au référentiel général de sécurité (RGS) adopté par arrêté du 6 mai 2010 sont acceptés pendant leur durée de vie qui ne doit pas excéder trois ans, à la condition d'avoir été émis au plus tard le 30 juin 2016.

Un outil de signature est disponible sur le profil d'acheteur. Dans le cas où les candidats recourent à leur propre certificat de signature, celui-ci doit être soit référencé sur l'une des deux listes suivantes, soit présenter un niveau de sécurité équivalent :

- liste de confiance française, tenue par la direction générale de la modernisation de l'Etat (DGME) et consultable à l'adresse : <http://references.modernisation.gouv.fr/fr> ;
- liste de confiance européenne, tenue par la commission européenne et consultable à l'adresse :

<https://ec.europa.eu/digital-agenda/en/eu-trusted-lists-certification-service-providers>.

Dans le cas où ils recourent à leur propre certificat de signature, les candidats joignent la procédure permettant de vérifier la validité de la signature. Dans le cas où le certificat utilisé ne figure pas sur l'une des listes mentionnées ci-avant, les candidats fournissent, outre cette procédure, l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire comportant au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur. Ces éléments sont fournis dans un document séparé dénommé « A propos de la signature ».

Le format de signature privilégié est le format PADES. Les formats de signature XADES, CADES et PKCS#7 (.p7s) sont également acceptés.

### **- Copie de sauvegarde**

Les candidats ont la faculté de transmettre également un exemplaire de leur complet dossier de réponse sur clé USB, à titre de copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde doit :

- être transmise sous pli cacheté dans les conditions fixées au chapitre « contenu des dossiers de réponse »,
- comporter la mention « copie de sauvegarde » et le nom du candidat ;
- être reçue par Vendée Habitat au plus tard à la date limite de réception des dossiers de réponse.

Sous cette réserve, la copie de sauvegarde est ouverte lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le dossier de réponse transmis via le profil d'acheteur ou lorsque ce pli n'a pu être ouvert ou n'est pas parvenu dans les délais impartis.

La copie de sauvegarde peut être transmise sous enveloppe cachetée comportant les mentions suivantes :

<b>PROCEDURE ADAPTEE</b>
<b>NOM DU CANDIDAT</b>
Opération :

<p align="center"><b>Accord cadre à bons de commande pour le raccordement au réseau de communications électroniques des logements Vendée Habitat pour les années 2025 à 2028</b> <b>NE PAS OUVRIR</b></p>
---

Cette enveloppe contient l'ensemble des pièces énumérées au chapitre « contenu du dossier de réponse ». En cas de transmission d'une copie de sauvegarde sur clé USB, cette enveloppe doit renfermer la clé USB contenant l'ensemble de ces pièces.

La copie de sauvegarde peut être transmise soit :

- Les horaires d'ouverture de Vendée Habitat sont du lundi au jeudi inclus de 8h 00 à 12h 00 et de 13h 00 à 17h 00 et le vendredi de 8h 00 à 12h 00 et de 13h 00 à 16h 00.

**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT VENDEE HABITAT**  
**SERVICE JURIDIQUE**  
**28 rue Benjamin Franklin – Les Petites Bazinières**  
**CS 60045**  
**85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX**  
**Tél. 02.51.09.85.85 - Fax 01.57.67.34.10**

- par courrier postal en recommandé avec accusé de réception (ou tout autre moyen équivalent permettant de déterminer la date et l'heure certaines de sa réception), à l'adresse indiquée ci-dessus.

**– Avertissements techniques et recommandations**

- L'attention des candidats est attirée sur les points suivants :
- Programme malveillant : Vendée Habitat n'assure pas la réparation des dossiers de réponse contenant un programme malveillant. Les candidats doivent vérifier leurs fichiers avec un antivirus performant à jour. La simple suspicion de la présence d'un virus entraîne le rejet du dossier de réponse.
- Format des fichiers :  
Les formats compatibles avec le système d'information de Vendée Habitat sont les suivants :  
.doc(x); .xls(x); .ppt(x); .pdf ; .rtf ; .zip  
Le soumissionnaire est invité à :
  - transmettre l'annexe financière au format .xls(x) (.doc(x) et le cadre de réponse technique au format .doc(x) ou .pdf ;
  - ne pas utiliser de fichiers exécutables .exe ;
  - ne pas utiliser de macros ;Dans le cas où le candidat souhaite compresser les fichiers avant de les télécharger sur le profil d'acheteur, il doit s'assurer que les fichiers dont la signature peut être apposée le sont préalablement à leur compression.
- Nom des fichiers : afin d'éviter tout blocage lors du téléchargement des fichiers sur le profil d'acheteur, éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : , / ° : \* , et de privilégier les caractères alphanumériques.

**6.2. Conditions de recevabilité des offres**

Les offres qui seraient remises ou adressées hors délais, de même que les propositions qui ne contiendraient pas les renseignements ou documents exigés à l'article V ci-avant, seront éliminées.

**DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE**

**PLATEFORME E-ATTESTATIONS.COM**

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, l'OPH Vendée Habitat met à la disposition des titulaires de marchés, gratuitement, la plateforme en ligne **e-attestations.com**, permettant de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé. Cette démarche est impérative.

Les entreprises attributaires de marchés devront déposer (gratuitement), sur cette plateforme, les documents suivants :

- **Tous les 6 mois :**

- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de service, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

- **Annuellement :**

- Attestation sociale annuelle « marchés publics » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site,
- Attestation annuelle de régularité fiscale,
- Attestation d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle,
- Attestation d'assurance Décennale (pour les entreprises du BTP),
- Un RIB en original.

<https://www.e-attestations.com>

Le candidat retenu devra obligatoirement produire, ou mettre à jour le cas échéant, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande formulée par le représentant du pouvoir adjudicateur, les documents mentionnés ci-dessous :

**Certificats fiscaux et sociaux**

1°) Certificats attestant la souscription et le paiement des cotisations sociales délivrées en 2024 :

- par l'URSSAF, pour les cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales du régime général et la cotisation personnelle d'allocations familiales des non-salariés non agricoles,
- par la Caisse Mutuelle Régionale, pour la cotisation obligatoire d'assurance maladie et maternité,

- par les Organismes de base compétents, pour les cotisations aux régimes obligatoires d'assurance vieillesse et d'invalidité décès,
- par les Caisses de Congés Payés compétentes, pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries ou pour les entreprises qui n'ont pas à souscrire de déclaration au titre des congés payés et du chômage intempéries en application de leur régime social, production d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'elles versent directement à leurs salariés les indemnités de congés payés et qu'elles ne les mettent pas au chômage pour cause d'intempéries.

2°) Certificats délivrés en 2024 attestant, en matière fiscale, la souscription et le paiement des impôts et taxes suivants :

- a) Impôt sur le revenu \*
- b) Impôt sur les Sociétés \*
- c) Taxe à la valeur ajoutée

Ces certificats sont délivrés par les comptables du Trésor pour le document a) et par les comptables des impôts pour les points b) et c)

Les documents visés aux 1° et 2° ci-avant pourront être remplacés par une copie de l'état annuel des certificats reçus.

\* Selon la forme juridique de l'entreprise

3°) Une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile et garantie financière.

### **Pièces prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail**

Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé dûment complétée, datée et signée accompagnée des documents exigés, à savoir :

- **Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).**  
Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- **Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D 8222-5-1°-b du code du travail).**
- Dans le cas où une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5-2°) (datant de moins de 3 mois) :

- a) Un extrait K ou K bis RCS (délivré par les services du greffe du tribunal du commerce à une date récente);
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle (avec les mentions obligatoires)<sup>1</sup>;
- 1/ Les mentions obligatoires sont : le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription).

### **Pièce prévue à l'article D.8254-2 du code du travail**

Dans le cas où le candidat retenu emploie des travailleurs étrangers, il doit fournir la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

**LA NON PRODUCTION DE CES DOCUMENTS DANS LE DELAI IMPARTI ENTRAÎNERA LE REJET DE L'OFFRE ET PAR CONSÉQUENT, L'ÉLIMINATION DU CANDIDAT.**

**DANS CE CAS, LE CANDIDAT DONT L'OFFRE A ÉTÉ CLASSÉE IMMÉDIATEMENT APRÈS SERA SOLlicitÉ POUR PRODUIRE LESDITS CERTIFICATS AVANT QUE LE MARCHÉ NE LUI SOIT ATTRIBUÉ.**

**SI NÉCESSAIRE, CETTE PROCÉDURE POURRA ÊTRE REPRODUITE TANT QU'IL SUBSISTERA DES OFFRES QUI N'AURONT PAS ÉTÉ ÉCARTEES.**

## **ARTICLE VIII - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **8.1. Critères de sélection des candidatures**

#### Examen des capacités des candidats

L'expérience, les capacités financières, professionnelles et techniques seront appréciées en fonction des éléments demandés et fournis à l'article V.A du présent document.

### **8.2. Critères d'attribution du marché**

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés ci-dessous :

- **Prix des prestations**                      **sur 10 points**
- **Valeur technique de l'offre**            **sur 10 points**

### **- PRIX DES PRESTATIONS - (SUR 10 POINTS)**

L'analyse du prix des prestations s'effectuera sur le montant global en Euros HT du devis quantitatif estimatif (DQE).

**NOTA BENE : En outre, les quantités mentionnées dans ce DQE ne sont données qu'à titre indicatif et n'ont aucune valeur contractuelle. Ce document n'a qu'un seul but, départager les entreprises sur le critère prix à partir d'un scénario de commande.**

Le candidat le moins disant se verra attribuer la note maximale soit 10 points. La notation pour les autres propositions s'effectuera ensuite selon la formule ci-après :

$$\text{Note} = (\text{prix du candidat le moins disant/prix du candidat*}) \times 10$$

La note sera plafonnée à 10 points.

\* La proposition financière est celle émanant du prestataire et mentionné dans le DQE après analyse.

### **- VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE - (SUR 10 POINTS)**

L'appréciation de ce critère Valeur technique sera effectuée de manière globale à hauteur de 10 points sur les réponses apportées à la valeur technique annexée de l'acte d'engagement.

La méthode de cotation pour ce critère (prise dans sa globalité) sera la suivante à savoir l'attribution d'une note de 0 à 10 évaluée selon le barème suivant :

- 10 points : Proposition excellente
- 9 points : Proposition très satisfaisante
- 8 points : Proposition satisfaisante
- 6 points : Proposition acceptable
- 5 points : Proposition moyenne
- 3 points : Proposition juste acceptable
- 1 point : Proposition non acceptable
- 0 point : Absence de réponse au questionnaire

**NB : En cas d'absence de réponse à la note méthodologique, le candidat ne se verra attribuer aucun point pour ce critère.**

### **8.3. Analyse des offres**

Il sera procédé à une analyse des offres et un classement sera établi.

En cas de discordance entre le prix unitaire figurant dans le BPU et le prix unitaire porté dans le DQE, c'est le prix unitaire du bordereau de prix qui prévaudra sur toute indication de l'offre.

Dans ce cas, le DQE sera recalculé en appliquant les prix du BPU.

**Des précisions pourront également être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre apparaît anormalement basse.**

**EN CONCLUSION : L'offre jugée la plus avantageuse sera celle ayant obtenu le plus de points (sur un total de 20 points) sur ces 2 critères (prix des prestations et valeur technique de l'offre).**

**En cas d'égalité de points, le candidat ayant obtenu le plus de points, sur le critère « Prix des prestations », sera retenu.**

#### **8.4– Faculté de négociations des propositions**

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'OPH Vendée Habitat **se réserve la possibilité** de négocier avec les candidats ayant présenté une offre conforme aux besoins.

Dans ce cas, la négociation se déroulera **par mail**. **Vendée Habitat adressera** aux candidats invités à la négociation un mail qui précisera le contenu et la date limite de cette négociation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, et notamment le prix.

### **ARTICLE IX : PROCEDURES DE RECOURS**

#### **9.1 Instance chargée des procédures de recours**

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif (TA) de NANTES, situé 6 allée de l'Île glorieuse – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 1 –  
☎ 02.40.99.46.00 – Fax : 02.40.99.46.58 – Email : greffe.ta-nantes@juradm.fr.

#### **9.2. Introduction des recours**

Un recours en référé précontractuel peut être introduit avant la conclusion du contrat (conformément aux délais et aux dispositions de l'article L.551-1 du code de justice administrative).

Un référé contractuel peut être exercé conformément aux dispositions des articles L. 551-13 et suivants du Code de Justice Administrative.

En application de l'arrêt du Conseil d'Etat « *Département du Tarn-et-Garonne* » du 4 avril 2014 (n° 358994), toute personne justifiant d'un intérêt dispose d'un recours de plein contentieux contre le marché. Le recours doit être intenté devant le Tribunal Administratif de Nantes dans le délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le contrat (avis d'information) (liste consultable sur [www.vendeehabitat.fr](http://www.vendeehabitat.fr) - Espace « Entreprises »

Il vous est également possible de demander au Préfet de déférer cet acte au Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire.

Un recours indemnitaire peut enfin être intenté.

#### **9.3. Organe chargé des procédures de médiation**

☞ **Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends, Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)**

Immeuble SKYLINE – 22 Mail Pablo Picasso – BP 24209 – 44042 NANTES CEDEX 1  
Téléphone : 02 53 46 79 00 - Télécopie : 02 53 46 79 98 Mail : [Paysdl.polec@direccte.gouv.fr](mailto:Paysdl.polec@direccte.gouv.fr)

☞ **Le Médiateur des entreprises (Monsieur Pierre PELOUZET)**

Pour plus d'informations, vous pouvez vous reporter au site internet dédié :

<http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>



## **ARTICLE X - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront contacter :

### **- POUR LES RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES :**

- OPH Vendée Habitat  
Adjoint au Directeur du Développement  
Christophe GUILLET  
Tél. : 02 51 09 85 01

### **- POUR LES RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS**

- OPH Vendée Habitat  
Service Juridique  
Frédéric DUBOIS  
Tél. : 02 51 09 86 25  
Mail : marchespublics@vendeehabitat.fr

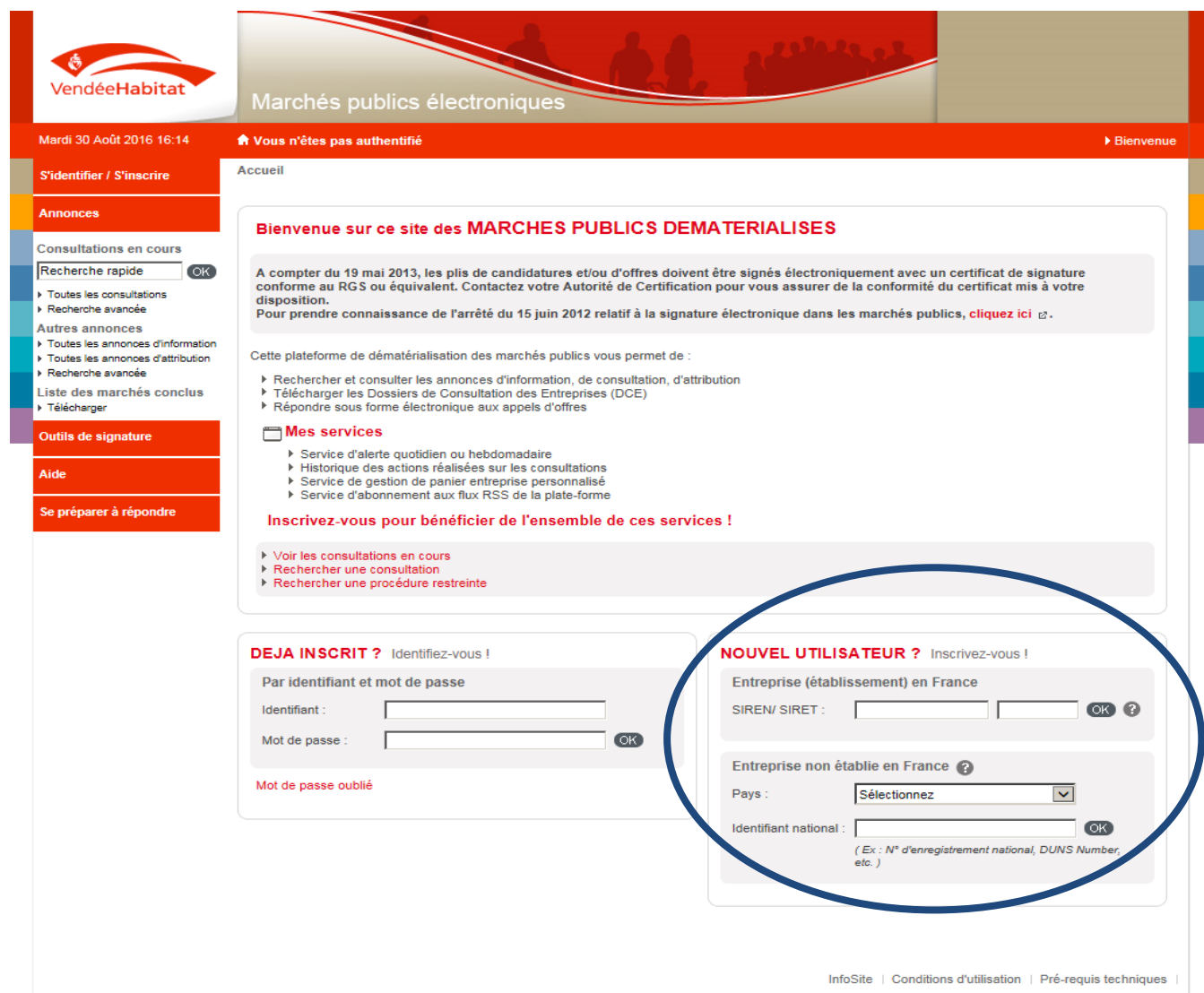
La Roche sur Yon, 16/10/24a

## ANNEXE au Règlement de la Consultation

### L'utilisation de la plateforme de dématérialisation de Vendée Habitat

[www.vendeehabitat.fr](http://www.vendeehabitat.fr)  
Espace « Entreprises »

Lors de sa première visite sur cette plateforme, **chaque candidat est invité à s'inscrire en tant que « nouvel utilisateur »**, en indiquant simplement son numéro de SIREN/SIRET (pour les entreprises établies en France).



**Bienvenue sur ce site des MARCHES PUBLICS DEMATERIALISES**

A compter du 19 mai 2013, les plis de candidatures et/ou d'offres doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent. Contactez votre Autorité de Certification pour vous assurer de la conformité du certificat mis à votre disposition. Pour prendre connaissance de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, [cliquez ici](#).

Cette plateforme de dématérialisation des marchés publics vous permet de :

- Rechercher et consulter les annonces d'information, de consultation, d'attribution
- Télécharger les Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)
- Répondre sous forme électronique aux appels d'offres

**Mes services**

- Service d'alerte quotidien ou hebdomadaire
- Historique des actions réalisées sur les consultations
- Service de gestion de panier entreprise personnalisé
- Service d'abonnement aux flux RSS de la plate-forme

**Inscrivez-vous pour bénéficier de l'ensemble de ces services !**

**DEJA INSCRIT ?** Identifiez-vous !

Par identifiant et mot de passe

Identifiant :

Mot de passe :

[Mot de passe oublié](#)

**NOUVEL UTILISATEUR ?** Inscrivez-vous !

Entreprise (établissement) en France

SIREN/ SIRET :    

Entreprise non établie en France ?

Pays :

Identifiant national :

( Ex : N° d'enregistrement national, DUNS Number, etc. )

InfoSite | Conditions d'utilisation | Pré-requis techniques

Les candidats sont ensuite invités à créer leur compte entreprise, en indiquant la raison sociale, le code APE/NAF, la forme juridique et l'établissement de rattachement.

Il est également demandé à la personne chargée de répondre aux consultations pour l'entreprise de préciser ses coordonnées professionnelles et de créer un identifiant et un mot de passe, grâce auxquels ils pourront accéder à la plateforme.

**VendéeHabitat** Marchés publics électroniques

Mercredi 31 Août 2016 09:21 Vous n'êtes pas authentifié Bienvenue

Accueil > Inscription

Le symbole \* indique les champs obligatoires

**Mon compte entreprise**

Entreprise

Raison sociale\* :

Code APE / NAF / NACE\* :   [En savoir plus \(nouvelle fenêtre\)](#)

SIREN\* :

Forme juridique\* :

Lieu d'établissement :

**Établissements**

*Veillez sélectionner l'établissement auquel vous êtes rattaché.*

Nombre de résultats : 0

[+ Ajouter un établissement](#)

**MON COMPTE PERSONNEL**

**Mes informations personnelles**

Nom\* :  Téléphone\* :

Prénom\* :  Fax :

Adresse électronique\* :

**Mes informations d'identification**

Identifiant\* :

Mot de passe\* :  Confirmation mot de passe\* :

[Annuler](#) [Enregistrer](#)

[InfoSite](#) | [Conditions d'utilisation](#) | [Pré-requis techniques](#)

En cas de changement de coordonnées (adresse postale, mail, téléphone), il est important de procéder à la modification du compte entreprise, afin que les correspondances, les modifications éventuelles ou les consultations puissent parvenir aux entreprises.

Lorsque le compte entreprise a été créé, l'utilisateur est dirigé vers la page d'accueil, qui s'affichera à chaque connexion à la plateforme de Vendée Habitat.

Mercredi 31 Août 2016 10:17 **Accueil** Bienvenue

**Mon panier**

**Annonces**

Consultations en cours

Recherche rapide

► Toutes les consultations

► Recherche avancée

Autres annonces

► Toutes les annonces d'information

► Toutes les annonces d'attribution

► Recherche avancée

Liste des marchés conclus

► Télécharger

**Outils de signature**

**Aide**

► Première visite

► Guides d'utilisation

► Assistance téléphonique

► Outils informatiques

**Se préparer à répondre**

► Tester la configuration de mon poste

► Consultations de test

**Mon compte**

**Bienvenue**

Vous êtes **Administrateur** de l'entreprise **OPH VENDE HABITAT**.

Vous êtes rattaché à l'établissement **00184**, 28 Rue Benjamin Franklin CS 60045, 85002 La Roche Sur Yon cedex.

Si vous n'êtes plus rattaché à cet établissement, rendez-vous dans la rubrique "Mes coordonnées".

A compter du 19 mai 2013, les plis de candidatures et/ou d'offres doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent. Contactez votre Autorité de Certification pour vous assurer de la conformité du certificat mis à votre disposition.

Pour prendre connaissance de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, [cliquez ici](#).

**Mon compte personnel**

► Mes coordonnées

► Supprimer mon compte personnel

**Compte de mon entreprise**

► Identification du siège social

► Description d'activité

► Espace documentaire - Coffre-fort Entreprise

**Utilisateurs de mon entreprise**

► Liste des utilisateurs

► Liste des événements utilisateurs

**Mes services**

► Mes réponses

► Flux RSS

► Mon panier

**Se préparer à répondre**

► Tester la configuration de mon poste

► Consultation de test

Cette page entreprise permet d'accéder à toutes les fonctionnalités de la plateforme :

- Recherche des consultations en cours (rubrique « annonces »)
- Recherche des autres annonces (information, attribution, etc.)
- Modification des coordonnées de l'utilisateur ou de l'entreprise
- Accès aux services de la plateforme : historique des réponses de l'entreprise, abonnement au flux RSS pour être tenus informés des consultations, historique des dossiers téléchargés, etc.
- Tests de téléchargement et de réponse
- Outil de signature électronique
- Aide

**NB : un guide utilisateur très complet est disponible dans la rubrique « Aide » du menu de gauche. En cas de problème, une assistance téléphonique est mise à disposition des utilisateurs :**

Aide > Assistance téléphonique

**Assistance téléphonique**

Un service de support téléphonique est mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

Ce service s'adresse aux personnes familières de l'utilisation des outils bureautiques en général (Explorateur Windows, manipulation de fichiers, dossiers ZIP, etc.) et d'Internet en particulier.

Avant de contacter l'assistance téléphonique, assurez-vous d'avoir téléchargé et consulté [les guides mis à votre disposition dans la rubrique « Aide »](#).

Le service de support est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés. Le numéro d'accès est :

**N° Indigo 0 820 20 77 43**

0,11 Euro les 56 premières secondes et 0,12 Euro / min ensuite [Source ARCEP](#)

Dans certains cas, une prise en main à distance de votre poste est possible, cette opération requiert le téléchargement et l'exécution du fichier suivant [en cliquant ici](#).

**Le service juridique de Vendée Habitat se tient à la disposition des utilisateurs pour toute question sur cette plateforme.**

**Service juridique : [marchespublics@vendeehabitat.fr](mailto:marchespublics@vendeehabitat.fr)**